

**Discours prononcé par Roberta Metsola, Présidente du Parlement européen, lors du
Conseil européen extraordinaire
17 avril 2024**

Merci, Charles.

Bonsoir à toutes et à tous.

Dans 50 jours, des centaines de millions d'Européens se rendront aux urnes. Comme vous le savez, je me suis rendue dans les États membres, accompagnée de collègues députés, afin d'y écouter les citoyens. La lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, la sécurité, le renforcement de l'économie et la création d'emplois sont les priorités des personnes que nous avons rencontrées.

Les citoyens attendent de nous des résultats concrets sur ces enjeux, à l'instar de ce que nous avons fait pour la migration. C'est pour cette raison que je salue notre échange sur la stimulation de la croissance économique et le renforcement de la compétitivité européenne, soutenu par l'analyse d'Enrico Letta dans son rapport de haut niveau sur l'avenir du marché unique. Ces deux événements interviennent à un moment charnière.

Chers collègues,

Le marché unique est le seul modèle de croissance de notre Union. Puissant facteur de convergence, il constitue également notre meilleur atout. Grâce à lui, les citoyens peuvent aujourd'hui vivre, travailler, étudier et voyager dans n'importe quel État de l'Union. Le marché unique permet aux entreprises, quelle que soit leur taille, de s'installer où elles le souhaitent, leur donnant ainsi un accès étendu au marché tout en favorisant la compétitivité. Il offre également aux consommateurs un choix plus large, à des prix plus bas et assorti d'une meilleure protection, qui tient compte de leurs intérêts. Ce marché unique et démocratique, le plus grand au monde, a renforcé notre position sur la scène internationale.

Pourtant, depuis sa création, de nouvelles réalités géopolitiques et des difficultés croissantes en ont révélé les vulnérabilités. Comment pouvons-nous accroître la compétitivité, l'innovation et l'autonomie de l'Europe? Comment attirer des entreprises, créer de l'emploi et accentuer la croissance économique?

Ces questionnements n'ont rien de nouveau. Depuis plus de 30 ans, en effet, le marché unique, lié par nature aux priorités stratégiques de l'Union, est un projet en constante évolution. Nous ne devons pas oublier que le marché unique européen a toujours été un projet éminemment politique. Je suis convaincue que la zone économique qu'il représente peut encore apporter beaucoup à nos concitoyens, aussi devons-nous réaffirmer notre engagement à son égard.

À cette fin, il nous faut approfondir le marché unique et l'adapter aux besoins actuels, en particulier en ce qui concerne la double transition verte et numérique de nos économies. Ce n'est qu'en augmentant la productivité, en investissant davantage dans nos propres capacités industrielles, notamment les réseaux d'électricité intelligents, et en intégrant l'énergie, la finance et les télécommunications au marché unique que nous pourrions réduire nos dépendances stratégiques tout en soutenant et en renforçant la croissance économique. Le marché unique constitue notre premier moteur économique, ce qui doit se traduire par un

nivellement par le haut de nos sociétés. C'est ainsi que nous remédierons à l'exclusion sociale, en ligne ou non.

En pratique, nous devons nous efforcer d'assurer des conditions de concurrence équitables. Si l'adoption des trois règlements sur les services numériques, sur les marchés numériques et sur l'intelligence artificielle constitue une avancée centrale en ce sens, le même niveau d'engagement s'impose concernant l'énergie et, plus généralement, la transition écologique.

Le fait est que, si nos objectifs sont pionniers à l'échelle mondiale, ce dont nous sommes fiers à juste titre, l'excès de bureaucratie risque de nous ralentir. Dans certains cas, les phases préalables à la construction d'un parc éolien en mer, par exemple, sont aussi longues que la construction d'un parc entier. La construction d'infrastructures plus efficaces en Europe n'est clairement pas assez attrayante pour l'instant.

En plus de freiner l'investissement stratégique et nos ambitions climatiques, la bureaucratie fait obstacle à l'inclusion socio-économique. Les manifestations des agriculteurs constituent le parfait exemple d'une situation où nous n'avons pas été à la hauteur des besoins et des attentes de nos concitoyens. Ce problème dépasse largement la question agricole; notre programme stratégique doit donc le refléter.

C'est pour cela que j'ai toujours soutenu que la transition écologique, pour fonctionner, doit couvrir tous les secteurs, sans exception. Elle ne peut laisser personne de côté. Elle doit fournir de véritables incitations et filets de sécurité pour le secteur industriel. Les citoyens doivent avoir confiance dans le processus et ne pas se sentir lésés. Sans cela, un nombre croissant d'entre eux pourraient se diriger vers des extrémités confortables, alors même que nous les appelons aujourd'hui à défendre l'Europe. Nous ne pouvons pas permettre que cela se produise.

La fragmentation du secteur financier, en particulier les obstacles aux flux de capitaux au sein de notre Union, est une autre entrave au progrès économique. Bien que les investissements écologiques aient gagné du terrain ces dernières années, nous devons encore combler chaque année un écart de 400 millions d'euros, qui subsiste malgré une réévaluation de notre approche à l'égard de l'aide d'État. Il ne pourra être comblé par le seul financement public.

La libre circulation des capitaux est l'une des quatre libertés fondamentales du marché unique. Pourtant, après plusieurs décennies d'intégration, certains freins à notre compétitivité mondiale demeurent.

Si nous voulons que les entreprises et l'industrie prennent de l'ampleur et innover, créent de l'emploi, offrent des possibilités d'épargne plus attrayantes aux citoyens, créent des richesses et assurent la compétitivité de l'Europe, alors nous devons instaurer les conditions et les cadres qui permettront à nos start-ups et à nos PME de rester en Europe. Pour ce faire, nous devons parachever notre union bancaire et notre union des marchés des capitaux. Je l'ai dit tout à l'heure, l'approfondissement du marché unique a toujours été une question de volonté politique. Aujourd'hui, nous devons à nouveau nous saisir de cet enjeu si nous ne voulons pas risquer de tout perdre.

C'est ainsi que nous montrerons à nos concitoyens que notre projet produit des résultats concrets. C'est ainsi que nous nous attaquerons aux vrais problèmes et atténuerons les difficultés auxquelles sont confrontées les entreprises et les familles de toute l'Europe, qui doivent payer des factures plus élevées, qui font face à des marchés du logement incertains et

qui peinent à boucler leurs fins de mois. C'est ainsi que nous assurerons la compétitivité et la prospérité à long terme et que nous continuerons de jouer notre rôle moteur sur la scène mondiale.

Alors que nous renforçons le marché unique, que nous menons des réformes et que nous nous préparons à faire face aux mutations que connaît le monde, l'élargissement de l'Union à l'Ukraine, à la Géorgie et aux Balkans occidentaux doit rester au cœur de nos priorités stratégiques et politiques. À ce sujet, l'approbation de la facilité pour les réformes et la croissance en faveur des Balkans occidentaux marque une avancée dans la bonne direction, car elle montre une fois de plus que le marché unique constitue l'un de nos attraits. Il nous rapproche de nos alliés des Balkans occidentaux et, ainsi, fortifie notre continent, notre Union, notre modèle européen, et tout un chacun par la même occasion. Le Parlement européen l'a bien compris; c'est pour cela que les députés ont travaillé ensemble afin d'adopter cette facilité en un temps record.

Chers collègues,

J'ai commencé mon discours en citant certaines préoccupations de nos concitoyens. Les Européens attendent également de nous que nous renforçons nos structures en matière de sécurité et de défense afin de défendre la paix et la démocratie au cours des cinq prochaines années. Les événements qui se déroulent à nos frontières doivent rester une priorité de premier ordre.

La Russie persiste à mener des attaques illégales et indiscriminées envers l'Ukraine. Nous avons déjà apporté un soutien résolu à l'Ukraine dans les champs politique, diplomatique, humanitaire, économique et militaire; ce soutien ne saurait faiblir. Nous devons accélérer et accroître la fourniture des équipements dont l'Ukraine a besoin, y compris en matière de défense aérienne.

Nous ne pouvons pas relâcher nos efforts.

Il en va de même lorsque la Russie tente, par la désinformation, de répandre des discours fallacieux et de renforcer l'adhésion au Kremlin avant les élections européennes de juin. Il ne s'agit plus seulement d'une menace, mais d'une possibilité réelle, contre laquelle nous devons nous préparer à lutter. À ce sujet, soyez une nouvelle fois assurés que le Parlement européen se tient prêt à vous aider à résister aux moindres ingérences malveillantes dans nos processus décisionnels démocratiques et à les surmonter, comme il l'a toujours fait.

En ce qui concerne la situation au Moyen-Orient, les frappes sans précédent de drones et de missiles iraniens sur le territoire d'Israël risquent d'exacerber les tensions dans la région. Nous continuerons, en tant qu'Union, à travailler à la désescalade de la situation afin d'empêcher de nouvelles effusions de sang.

L'an dernier, le Parlement européen s'est prononcé à une écrasante majorité en faveur de l'inscription du Corps des gardiens de la révolution islamique sur la liste des organisations terroristes. Cette position vaut toujours et les récents événements, qui sont préoccupants, appellent et justifient de nouvelles sanctions contre l'Iran en raison de son programme en matière de drones et de missiles.

En ce qui concerne Gaza, la situation reste catastrophique. Je le redis: le Parlement européen continuera d'appeler à un cessez-le-feu. Nous ne cesserons de réclamer le retour des otages toujours captifs, tout en soutenant que le Hamas ne saurait poursuivre ses agissements en toute impunité. C'est ainsi que nous pourrions acheminer davantage d'aide à Gaza, sauver des vies innocentes et contribuer de toute urgence à une solution à deux États qui offre de réelles perspectives aux Palestiniens, tout en garantissant la sécurité d'Israël.

Chers collègues,

Aujourd'hui se tient le dernier Conseil européen avant les élections du mois de juin. Je vous remercie pour ces échanges dynamiques et pour tout ce que vous avez déjà accompli à nos côtés afin d'inciter nos concitoyens à voter. Le Parlement continuera de travailler jusqu'à la fin de la législature pour obtenir des résultats qui profitent à tous les Européens, soyez-en assurés.